

Macron : une politique économique obscurcie par l'électorisme

Posté le : 8 septembre 2018 15:10 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Pays en voie de développement, Europe de l'est, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Le Président de la République a donc fixé les grandes lignes de son action économique et fiscale pour 2019. Comme en 2017 et 2018, il est prisonnier des moyens employés pour être élu et contraint par ceux qu'il veut mettre en place pour être réélu. Le « story telling » électoral devient obsessionnel depuis la réduction à 5 ans de la durée du mandat présidentiel. Macron s'est engagé à augmenter le pouvoir d'achat « des masses », conformément au clientélisme politique le pire qui veut que l'électeur soit une sorte d'ayant-droit de la République, un consommateur de biens distribués d'en haut.

La sagesse et le réalisme s'associent dans l'idée que le niveau de vie dépend principalement de l'activité économique et qu'il faut pour l'accroître, une bonne conjoncture nationale et internationale, qui échappe largement aux autorités. La démagogie veut qu'on puisse enrichir la majorité soit en s'endettant soit en prenant l'argent de minorités. La France est le premier pays au monde à capter presque exactement ce que ses entreprises du secteur marchand privé créent comme valeur ajoutée. Ses dettes sont colossales. Cela ne laisse que peu de place pour la démagogie socialiste classique, surtout dans l'environnement contraint de la monnaie unique et des traités qui l'enserment. Hollande l'a essayé et le ras le bol fiscal en retour lui a explosé à la figure, le forçant à une retraite piteuse.

Emmanuel Macron a tenté et réussi le coup de l'augmentation du « pouvoir d'achat octroyé », en supprimant la taxe d'habitation et en transférant sur les retraités certaines des charges pesant sur les salariés en poste. Ces deux mesures sont absurdes. Les salariés sont ceux dont le revenu est assuré et en croissance. Dès que la conjoncture se redresse, les salaires montent. En France, les salaires ont plutôt monté plus que la mauvaise conjoncture l'aurait justifié. Les entreprises ont préféré restreindre leurs investissements et maintenir leurs marchés principaux en retenant les meilleurs et en soignant les rémunérations et les actionnaires (voir l'article sur les rachats d'actions). Il n'y avait donc aucune nécessité proprement économique d'ajouter des bonus fiscaux, surtout en les prenant sur les retraités, dont le revenu diminue régulièrement du fait de la non indexation ou de l'indexation partielle des pensions sur les prix. De même, la taxe d'habitation, qui devrait financer les tâches municipales de base, est le seul impôt dont il est juste qu'il soit payé par la quasi-totalité de la population.

La difficulté pour l'Enarque Macron est l'Inspection des finances. Elle veut que les impôts gigantesques escroqués aux pays soient le plus indolores possibles, c'est-à-dire le moins visibles possibles. Elle se dit, à juste titre, que si les Français savaient vraiment que les hauts fonctionnaires qui gouvernent le pays prennent 55% de l'argent des pauvres et parfois plus de 100% du revenu des riches, ils les mettraient au bout d'une fourche. Elle exige depuis longtemps l'impôts à la source qui permet à l'Etat d'être le premier servi, avant même le producteur, sur tout gain de revenu. Le salarié regarde son net et ne sait même pas ce qu'il a perdu.

La contradiction est totale entre effort d'invisibilité et nécessité électorale d'un affichage de libéralités.

Le président est donc incité à remettre au pot pour que ses « cadeaux au peuple » restent crédible, sachant que la reprise d'une inflation significative, en route vers les 3%, mord gravement le revenu de tous mais surtout celui des victimes expiatoires du régime, les retraités. D'où la reprise de l'idée honteusement démagogique de Nicolas Sarkozy d'exonérer les heures supplémentaires. L'état des finances du pays étant ce qu'elles sont, on ne le fait qu'à moitié, en laissant les impôts mais en supprimant les charges. On espère que les intéressés ne s'apercevront pas du tour de passe-passe.

Nous avons toujours affirmé ici que le dégrèvement sélectif sur les heures supplémentaires était une hérésie économique et une absurdité en termes d'emploi. Redistribution à l'envers d'un côté, et inversion de la progressivité de l'autre, sapent toutes les bases du pacte économique et social qui est défendu par ailleurs. On le voit quand on compare la situation du salarié à celle du travailleur indépendant qui, lui, reste surtaxé quand il dépasse 35 heures de travail. Notre solution serait plutôt de défiscaliser et décharger les dix et même vingt premières heures de travail, quelque soit le mode d'organisation du travail.

Si on estime nécessaire de restituer du pouvoir d'achat en diminuant les impôts, la vraie solution est de baisser la dépense publique, ce qui ne peut venir que d'une réduction drastique du champ d'intervention de l'Etat et des collectivités locales qui s'est étendu de façon totalement déraisonnable, et la remise en cause des vaches sacrées que sont le pouvoir syndical, les 35 heures, la retraite à 60 ans, les privilèges de la haute fonction publique, les diverses gratuités, etc. Ce n'est pas en donnant un troisième nom à la RGPP qu'on obtiendra le moindre résultat.

Comme toujours avec Emmanuel Macron, on trouve « des petits pas dans la bonne direction », qui laissent entendre que l'avenir sera tout de même meilleur que ce que les débuts pénibles et mollandons ne le laissent penser. Les collectivités locales sont bien obligées de réduire leur train de dépense qui s'était emballé. On a supprimé le seuil réglementaire des 20 salariés et on a considéré qu'il fallait avoir passé 5 ans au moins au-dessus des autres seuils pour que les effets se déclenchent. Il faut se rappeler que ces seuils concernent des financements imposés à l'entreprise pour des dépenses qui ne sont en général pas de son ressort et dont les entreprises du monde entier se passent. Les transports publics et l'habitat ne doivent pas être financés par les entreprises, au-delà des paiements faits au titre des impôts locaux. De même, il importe aux syndicats, politisés comme ils le sont en France, de se financer et de s'organiser par eux-mêmes sans dépendre de l'argent des entreprises ni de l'Etat. On a bien vu que le paritarisme sous égide publique ne menait qu'à un gaspillage inouï des ressources et à l'organisation de mafias. L'Etat s'est arrogé de prendre en charge directement ce qui faisait le fond de sauce des négociations sociales, le salaire minimum, la durée du travail, la longueur des vacances. Les socialistes ont par ailleurs rendu presque tout pénal, dans la vie de l'entreprise et mis les juges au service des salariés abusifs. On voit que la suppression des seuils implique une toute autre dimension de réflexion. Dans un monde où on a voulu que les entreprises françaises soient en compétition avec le monde entier, la seule solution est de cesser de charger la mule.

On fait évidemment le contraire. Le cas du financement du Grand Paris est typique. Ce projet dément est évidemment incontrôlable. Les coûts dérapent dans des proportions terrifiantes sans que personne ne soit en mesure d'empêcher que cela ne se poursuive au même rythme. Plutôt que de remettre en cause ce qui ne marche pas et ne marchera jamais, on parle de « ressources nouvelles ». Eh oui ! C'est nouveau, la ressource nouvelle. On va donc charger la mule une fois de plus en s'en prenant aux bureaux. La taxe sur les bureaux, qui n'a aucun sens économique et aucune logique quelconque, sinon de trouver une nouvelle assiette pour des impôts, va donc doubler et s'étendre aux parkings. En même temps la folle Hidalgo a demandé à un nègre de justifier par un livre débile sa politique de suppression de la voiture (donc du besoin de parking). Financer par une chose qu'on supprime des réseaux d'avenir, là est le génie de l'Enarchie soutenue par la démagogie des pseudos économistes socialistes. Il est étonnant qu'un quelconque Pisani Ferry n'ai pas encore proposé qu'on

crée un impôt progressif sur les parkings en fonction de leur proximité de la Seine et du numéro de leur arrondissement. Rappelons qu'un parking, à Paris, paie la taxe spécifique d'enlèvement... des ordures ménagères.

Dans le même ordre d'idée, le départ de la grande Bretagne de l'Union Européenne crée un trou béant dans le budget de Bruxelles. La sagesse serait de redimensionner les budgets européens pour tenir compte de cette baisse. Pas question ! Il va falloir se retourner vers « des ressources nouvelles et novatrices ».

Au total, la politique économique d'Emanuel Macron devient illisible. L'obsession du « story telling » politicien se mêle aux bonnes habitudes de l'Enarchie et de la direction du Trésor, pour faire perdurer un système incohérent, antiéconomique et mortifère.

Si, comme c'est probable, la récession périodique usuelle se produit, même légère et retardée, avec chute de la bourse et hausse des taux d'intérêt, on regrettera que le temps des réformes ait été celui des illusionnistes de l'énarchie compassionnelle aggravée et triomphante.

L'affaire Macron n'aura démontré qu'une chose : si on ne peut pas extirper du corps électoral l'idée qu'il doit recevoir des cadeaux en contrepartie de son vote, alors il est juste de ne jamais tenir ses promesses électorales...